

Pre-DIPCON

18-19 avril 2017  
Paris

## 2.1 – Coopération avec l'Organisation Maritime Internationale (OMI)

Note du Secrétariat

### 1. CONTEXTE: PRES DE 60 ANS DE COOPERATION AISM-OMI

#### 1.1. Statut consultatif à l'OMI

L'AISM partage avec l'Organisation Maritime Internationale (OMI) le double objectif d'amélioration de la sécurité maritime et de protection de l'environnement marin au niveau mondial, au travers d'une coopération internationale et d'une harmonisation des normes et des pratiques.

L'AISM a été parmi les premières organisations internationales non-gouvernementales à bénéficier du statut consultatif à l'OMI, en 1961, quatre ans après la formation de l'Association.

Son importante contribution aux travaux de réglementation de l'OMI en matière de protection de la vie humaine en mer et de prévention de la pollution par les navires découle de son expertise technique particulière dans le domaine des aides à la navigation maritime, c'est-à-dire les équipements, systèmes et services extérieurs au navire conçus et mis en place pour améliorer la sécurité et l'efficacité des déplacements des navires et un flux rapide et sûr du trafic maritime.

Les projets de grande envergure menés par l'AISM comprennent le Système de balisage maritime unifié, la mise au point du système d'identification automatique (AIS), du système différentiel mondial de navigation par satellites, de guides pour les services de trafic maritime et, plus récemment, les aspects terrestres du concept e-navigation initié par l'OMI.

Le Système de balisage maritime est universellement reconnu et mis en œuvre. La Convention pour la sauvegarde de la vie humaine en mer de 1974 (SOLAS), telle que modifiée, y fait référence dans la règle 13 de son chapitre V. De façon similaire, les nombreuses recommandations et nombreux guides de l'AISM donnent des règles internationalement acceptées que les gouvernements nationaux prennent en compte pour remplir les obligations que leur impose la Convention SOLAS en matière de fourniture d'aides à la navigation maritime.

La Convention SOLAS donne aussi une base juridique aux services de trafic maritime (STM), par la règle 12 de son chapitre V, ce qui est aussi le cas de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS) de 1982. Beaucoup de membres de l'AISM sont au premier rang des parties prenantes dans les systèmes de STM de ports ou de voies maritimes au travers du monde. Dès le début, depuis la fin des années 1960, l'AISM a pris la tête de la mise au point de recommandations de l'OMI et de guides s'adressant au STM.

#### 1.2. L'Académie mondiale de l'AISM

L'AISM s'implique de plus en plus dans le partage de ses compétences pour le renforcement des capacités et la formation dans les pays les moins développés. Le renforcement des capacités s'attache au développement et à l'affermissement des ressources humaines institutionnelles. L'Académie mondiale de l'AISM (WWA) supporte activement ce processus par le biais de missions d'évaluation des



## 2.1(F)

besoins techniques et de sessions de formation au profit des autorités responsables des aides à la navigation et, le cas échéant, des STM, qui ont à faire face à des défis considérables pour s'acquitter de leurs responsabilités.

Lorsque nécessaire la WWA coordonne ses activités de renforcement des capacités avec l'OMI – par le biais du programme intégré de coopération technique de cette dernière – dans les pays cibles et collabore avec des organisations régionales dans les régions maritimes-clés du monde. L'Académie travaille aussi étroitement avec l'OMI et l'Organisation Hydrographique Internationale (OHI) dans le cadre de l'initiative des Nations Unies « Unis dans l'action » et de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Une meilleure coordination des compétences entre partenaires égaux optimise les ressources disponibles et constitue aussi un outil précieux pour la diffusion au plus haut niveau d'un message commun sur la sécurité de la navigation et la protection de l'environnement marin. Ce qui, en contrepartie, profite à une meilleure harmonisation et intégration des normes, facilitant la tâche des navires qui évoluent dans différentes régions du globe car les marins ont une plus grande certitude quant au niveau de qualité qu'ils peuvent espérer.

## **2. LA VOIE A SUIVRE : UNE COLLABORATION DE PLUS EN PLUS ETROITE ENTRE PARTENAIRES EGAUX**

L'ISM travaille en partenariat étroit avec l'OMI et d'autres organisations inter-gouvernementales (OIG) depuis des décennies. Elle souhaite que cette collaboration se poursuive et se renforce pour améliorer la sécurité en mer, préserver la vie des marins et protéger les mers et les océans du monde.

La WWA, de son côté, contribue à ce partenariat en ayant pour activité principale la promotion des cours-types de l'ISM internationalement reconnus, tout en encourageant et aidant les pays à mettre en place leurs propres systèmes de formation et à les ouvrir aux pays voisins.

Au cours de la 110ème session du Conseil de l'OMI, qui s'est tenue en juillet 2013, le Secrétaire général de l'OMI Koji Sekimizu a déclaré : « L'ISM a entrepris de devenir une organisation inter-gouvernementale. Du point de vue de l'OMI, il me semble qu'une telle évolution ne peut que renforcer la collaboration qui existe déjà entre nos deux organisations... ».

### **2.1. Dispositions de l'UNCLOS**

A cet égard, l'ISM est consciente des dispositions de la Convention UNCLOS qui, à l'article 266, exige que les Etats parties à la Convention coopèrent « par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes » en vue de favoriser le développement et le transfert de la technologie de la mer.

L'ISM favorise la coopération technique dans tous les domaines liés au développement et au transfert de compétences et de technologie en relation avec les aides à la navigation maritime. Dans ce contexte, elle s'engage à suivre le rythme des technologies émergentes, si besoin, et à travailler en liaison étroite avec ses membres industriels et autres partenaires de l'industrie maritime à travers le monde, de même qu'avec les agences gouvernementales et les autorités d'aides à la navigation maritime et les autres organisations internationales et inter-gouvernementales. Ces dernières incluent, plus particulièrement, l'OMI, l'Organisation Hydrographique Internationale (OHI), l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) et l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM).

### **2.2. Programme d'audit des Etats Membres de l'OMI**

L'ISM est consciente de la nécessité de fournir une aide technique à de nombreux états côtiers qui sont membres de l'OMI et se préparent aux audits obligatoires dans le cadre du programme d'audit des Etats Membres de l'OMI. Le Programme s'attache à assurer la mise en œuvre effective des instruments de réglementation existants de l'OMI, contribuant ainsi à une plus grande harmonisation des normes au niveau mondial. Ce Programme comprend, entre autres, les obligations des Etats côtiers au regard de la Convention SOLAS pour ce qui concerne les aides à la navigation maritime (Règle V/13), et les STM (Règle V/12).



La WWA s'attache de plus en plus à améliorer la qualité de la formation, dans le cadre de son rôle d'aide aux pays dans le renforcement de leur capacité de pourvoyeurs d'aides à la navigation et, le cas échéant, de STM, en accord avec les normes internationales. La promotion des cours-types de l'AIMS est une activité-clé, parallèlement à l'encouragement et à l'aide apportée aux pays dans l'établissement de leurs propres systèmes de formation et à leur ouverture aux pays voisins, conformément aux orientations données par l'AIMS pour l'accréditation des organismes de formation.

### **3. ALLOCUTION DU SECRETAIRE GENERAL DE L'OMI**

Le Secrétaire général de l'OMI Kitack LIM a eu l'amabilité d'accepter d'informer la Conférence sur la coopération entre l'OMI et l'AIMS. Son curriculum vitae figure en annexe.

### **4. LA CONFERENCE EST INVITEE A**

**Prendre note** de cette information.



2.1(F)



## ANNEX

**M. Kitack Lim**

M. Lim est né à Masan, dans la province du Gyeongsangnam-do, l'une des principales villes portuaires de la République de Corée. En 1977, il a obtenu son diplôme en sciences nautiques à l'Université maritime de Corée (*Korea Maritime and Ocean University, KMOU*) de Busan. Il a travaillé à bord de navires en tant qu'officier de la marine coréenne et pour Sanko Shipping Co. En 1985, il a rejoint l'Administration portuaire et maritime de Corée (*Korea Maritime and Port Administration*) tout en continuant des études auprès de l'école supérieure d'administration de l'Université de Yonsei, où il a obtenu un master en 1990. Il a ensuite suivi des études en administration maritime avec une spécialité en navigation auprès de l'Université maritime mondiale (UMM) où il a obtenu un master. De 1995 à 1998, il a suivi un programme de doctorat en droit international auprès de la KMOU.

En 1986, M. Lim a commencé à assister aux réunions de l'OMI pour le compte de la délégation de République de Corée, en participant activement aux questions de sécurité maritime et de protection de l'environnement. À partir de 1992, il s'est engagé dans des activités de promotion de la sécurité maritime par le biais d'une mise en œuvre efficace des Conventions de l'OMI dans son propre pays ainsi que d'autres États Membres de l'OMI de la région de l'Asie. En 2004, il a été élu Président du Mémorandum d'entente de Tokyo sur le contrôle des navires par l'État du port.

En 2006, M. Lim a été nommé Attaché maritime, conseiller ministériel auprès de l'ambassade de la République de Corée à Londres, et a mené l'ensemble des travaux de l'OMI pour la République de Corée en tant que Représentant permanent adjoint auprès de l'OMI jusqu'au mois d'août 2009.

M. Lim a ensuite été nommé Directeur général du Bureau des politiques de sécurité maritime du Ministère coréen du territoire national, des transports et des affaires maritimes. En 2009, il a conduit la délégation de la République de Corée lors de l'Assemblée de l'OMI.

En mars 2011, M. Lim a été nommé commissaire du Tribunal coréen de la sécurité maritime (*Korean Maritime Safety Tribunal, KMST*). En juillet 2012, il a assumé la fonction de Président de l'Autorité portuaire de Busan.